

Courrier Fédéral

N° 357

du 13.07.13 au 19.07.13

Fédération
des Travailleurs
de la Métallurgie CGT

ISSN 0152-3082



EN DIRECT DU CEF

Compte rendu de la réunion du 4 juillet 2013

pages 2 à 8

Courrier Fédéral

Fédération des Travailleurs
de la Métallurgie CGT
263 rue de Paris - case 433
93514 Montreuil cédex

Tél. 01.55.82.86.19

Fax : 01.55.82.86.53

<http://www.ftm-cgt.fr>

courriel : communication @ftm-cgt.fr

Directeur de publication : Ph. Martinez
Rédactrice en chef : L. Buchheit
Rédactrice : M. Vergnol
Maquette : G. Coulibaly - E. Barbier

Hebdomadaire,
Prix : 0,63 euro
Abonnement annuel :
29,61 euros

Commission paritaire
04 18 S 06 474
Imprimé par nos soins



Christine CIOL
Membre du Bureau Fédéral

En direct du CEF

du 4 juillet 2013

« C'est notre dernière réunion de CEF avant les congés d'été, un droit obtenu par la lutte ! Une pensée également pour Nelson Mandela, qui a aussi montré que la lutte donne accès ce qui paraît impossible à atteindre. Aujourd'hui, la réponse du patronat et des gouvernements aux exigences des salariés ne varie pas : ce serait une utopie, et une impossibilité économique absolue.

La colère gronde dans le monde

Au Brésil avec l'immense mouvement de protestation contre la gabegie de la préparation de la coupe du monde, alors que les prix des transports publics explosent, et que la misère et la corruption prospèrent. En Egypte, la population descend dans la rue pour exiger le départ de Mohamed Morsi et de sa politique autoritaire et rétrograde. En Syrie, Bachar Al Assad continue à massacrer sa population. Le printemps arabe avait semblé être un formidable élan pour la liberté des peuples, mais dans bien des cas on peut se demander si la dictature religieuse n'a pas remplacé la dictature militaire.

Traité de libre-échange : un nouveau rouleau compresseur

L'Europe se réunit en vue de la négociation du traité transatlantique de libre-échange. Ce traité représente un véritable choix de société pour les pays européens. Etendre aux USA le libre-échange européen, dont on connaît déjà les ravages, c'est accepter que nos acquis sociaux soient bradés par la finance d'outre Atlantique. C'est gommer les combats politiques et sociaux qui ont fondé notre mode de vie, pour livrer nos marchés publics aux multinationales nord-américaines. Et que ce traité soit négocié sur fond d'espionnage industriel, commercial et politique, ne va pas arranger les choses. La volonté dans ce traité est

d'élever le niveau de libéralisation dans tous les secteurs et dans tous les modes de fourniture de services. C'est l'exposition de nos services publics au rouleau compresseur des entreprises américaines, dont les moyens considérables ne permettront pas aux entreprises européennes de rivaliser. Le gouvernement français se contente de faire mine de taper du poing sur la table, en défendant l'exception culturelle. Or dans ce traité, on prévoit aussi de «protéger les investisseurs», en leur offrant la garantie qu'aucune disposition constitutionnelle, légale ou réglementaire ne contrariera leur recherche du profit, ni n'affectera la compétition entre eux. Une firme pourrait attaquer un Etat en justice parce qu'il a fait évoluer sa législation, rendant un investissement moins rentable. Et l'affaire se réglerait devant une instance arbitrale privée ! Exemple de normes infiniment contrariantes pour les investisseurs : les normes salariales, les conditions de travail, les droits syndicaux.

La riposte à l'austérité continue dans les pays européens

Le 27 juin, l'UGT et la CGTP, les deux plus importants syndicats portugais, ont organisé la 4ème grève générale depuis 2011, suite à l'annonce de la suppression de plus de 25 000 emplois dans l'Education Nationale. En Grèce, le peuple est descendu encore dans la rue, cette fois à l'annonce de la fermeture de la chaîne de télévision publique ERT, un coup grave porté à la démocratie et au pluralisme de l'information. Cette fermeture s'accompagne du licenciement pur et simple de 2600 salariés. En Italie, les 3 syndicats CGIL, CISL et UIL ont rassemblé plus d'une centaine de milliers de manifestants avec ce slogan « *Le travail est démocratie* ».

Le MEDEF vient lui aussi de vivre un grand moment de démocratie...

Gattaz junior annonce début son mandat ces mots : « *les syndicats ont été nécessaires au 19^e siècle, utiles puis abusifs au 20^e. Inutiles et nuisibles au 21^e, ils doivent disparaître.* » Accessoirement, il y aurait 50 milliards de trop sur le « coût du travail », et il propose de transférer 25 milliards sur la TVA en la relevant de 3 points, et de ponctionner les 25 autres milliards sur la protection sociale en général. En gros, rien de nouveau sous le soleil ! Confusion des genres, Gattaz propose aussi au gouvernement de travailler avec lui sur le projet de loi de finances de 2014 ! Et pourquoi pas d'entrer au gouvernement ?

La conférence sociale démontre l'allégeance du gouvernement au MEDEF

Celle de 2012 avait accouché de l'ANI baptisé « accord de sécurisation de l'emploi », la plus grave régression sociale depuis des lustres. A la conférence de 2013, le gouvernement a d'emblée écarté de l'ordre du jour les sujets de l'emploi, et des salaires. L'ANI après la conférence de 2012, les retraites après celle de 2013 : les orientations gouvernementales sur la nouvelle réforme des retraites sont issues du rapport Moreau, qui fait la part belle aux propositions du MEDEF. La concertation avec les organisations syndicales commence aujourd'hui, et le gouvernement souhaite présenter le projet de loi pour la mi-septembre. Une concertation menée au pas de charge, pendant les congés d'été.

1000 chômeurs de plus chaque jour
Cela fait plus d'un million en 3 ans ! La France compte déjà 5,4 millions de privés d'emploi, et le sujet de l'emploi n'aurait pas mérité de figurer à l'ordre du jour de la conférence sociale ?

Et comment traiter efficacement et durablement le sujet des retraites dans cette même conférence, si on ne parle pas de salaire ? Comment aborder leur financement ? A la veille de la conférence sociale, le gel annoncé des salaires des fonctionnaires pour la 3ème année consécutive avait donné le ton gouvernemental: inutile d'espérer le relèvement du SMIC ! Comme le précédent, ce gouvernement fait la démonstration de sa soumission à la finance. Comment adhérer à une politique qui fait chaque jour la démonstration de son inefficacité? Dans ce contexte, des salariés basculent dans le vote pour le Front National. Si la CGT n'a pas la capacité à elle seule de renvoyer ce parti haineux dans les poubelles d'où il vient, nous pouvons et nous devons intervenir auprès des salariés pour démontrer l'imposture.

Débattre est nécessaire

Face à la multiplication des accords dits de compétitivité, avec le chantage à l'emploi à la clef, la question de la possibilité d'alternatives à l'austérité se fait pressante. Cela nécessite d'en débattre le plus largement possible. C'est tout le sens de la décision prise par la direction fédérale, d'impulser la tenue de 1000 AG ou congrès dans nos syndicats d'ici à la fin des congés. Au 28 juin, 993 syndicats s'étaient réunis, ce sont 2 830 syndiqués réunis dans 164 AG et congrès avec des débats variés et intéressants.

La répression fait rage

Et c'est bien le moment de se réunir et de se serrer les coudes. En s'attaquant à notre camarade de la direction fédérale, Maria, la direction de NAJA s'attaque à nous tous. Maria est sous le coup d'une procédure de licenciement pour avoir participé au 50^e congrès CGT sur un congé formation syndicale. Alors même qu'elle n'a sollicité aucune rémunération pour ce congé! Une motion de soutien à Maria a été diffusée dans l'actualité fédérale, et est disponible à la fédération. N'hésitons pas à la faire circuler, l'expliquer, et à la faire signer pour l'envoyer à sa direction.

La confédération diffuse actuellement sa pétition nationale pour la défense et la promotion des libertés syndicales, et appelle à une manifestation à Roanne le 5 novembre prochain, à l'occasion du procès des « 5 de Roanne » qui ont refusé de se soumettre à un test ADN.

Les patrons craignent notre capacité à fédérer des luttes

Des luttes, il y en a un peu partout. DAHER Aerospace à Luceau compte 200 salariés dont une soixantaine d'intérimaires et de CDD. C'est plus de 50 % du personnel qui est dans l'action depuis le 25 juin, suite au PV de désaccord à l'issue des NAO groupe. Deux jours de grève également à la Tour Eiffel avec 85 % du personnel, pour exiger des garanties en termes d'embauches, des avancées sur les conditions de travail, de sécurité et d'accueil, et le déblocage de la prime de participation. Les salariés réunis en AG ont décidé de reprendre le travail après avoir obtenu satisfaction. Alors que la tour Eiffel est une délégation de service public et n'a aucune production, on y parle quand même rentabilité, compétitivité... Décidément le libéralisme galopant est partout.

Accords de compétitivité :

les chantages continuent

Le chantier naval STX à St Nazaire se mobilise depuis 15 jours, suite à la proposition par la direction d'un accord de compétitivité : abaissement du taux horaire, jours de RTT en moins, augmentation de la cotisation mutuelle... CGT et FO demandent son retrait pur et simple en s'appuyant sur une pétition signée par 800 salariés, alors que la CFDT se dit déjà prête à en discuter.

Accord de compétitivité aussi à la Fonderie de Bretagne, ex-SBFM, où la CGT a fini par céder sous la pression des syndicats et de la direction, qui promet d'investir 100 millions d'euros en échange d'une augmentation du temps de travail, bien sûr sans augmentation de salaire en proportion. Et ce malgré le vote défavorable à 60% des salariés du 1^{er} collège.

60% de salariés défavorables aussi à l'accord de compétitivité proposé par la direction d'Ascométal. Sans surprise, la CFDT et la CGC soutiennent l'accord, contrairement à la CGT majoritaire. La direction fait pression, prétextant la chute de sa production, et menaçant de remettre en cause tous les accords d'entreprise si le syndicat ne cède pas.

Chez Behr France, 66 % des salariés ont accepté le gel de leurs salaires jusque 2015 et la perte de 5 jours de RTT par an. En contrepartie, la direction s'engage à n'engager aucun PSE d'ici 2015. Merci patron. Pour 2016, on verra... La CGT a décidé de suivre le vote des salariés et de signer

l'accord. Et surprise, la CFDT, la CFTC et l'UNSA s'y opposent. Ces accords sont fondés sur l'idée que l'emploi serait un privilège généreusement accordé par les patrons, privilège négocié à un prix toujours plus élevé.

Vers une action à la rentrée

Nombre d'initiatives ont eu lieu durant la semaine européenne d'action début juin. Les aiguilleurs du ciel, les cheminots, les gaziers, les électriciens, la poste, la santé et l'action sociale, France Telecom, le secteur de la défense, Michelin, Virgin... etc. Le CEF a débattu le mois dernier de la nécessité de l'organisation d'une action dès la rentrée, tout en souhaitant que ce soit une initiative confédérale. La CE confédérale du 2 juillet a confirmé l'organisation d'une journée d'action nationale la plus unitaire possible autour de salaires / emplois / retraites, le 10, 11, ou 12 septembre prochain. Se joindront à nous FO, la FSU, l'UNSA, et des organisations de jeunes. Le 10, ou le 11, ou le 12... Trois dates, c'est beaucoup, il y en a au moins 2 en trop, peut-être va-t-il falloir se décider à un moment ou à un autre? Cette journée d'action sera précédée de 4 meetings interrégionaux avec la participation de Thierry Le Paon. Le 3 septembre, ce sera Nantes, Montpellier le 4, Paris le 5, et Lyon le 9. Notre travail de préparation de la mobilisation s'effectuera pendant les congés d'été, même si notre fédération l'a déjà largement entamé en impulsant les 1000 AG. Un matériel sera diffusé par la confédération, une adresse aux syndiqués de Thierry Le Paon, et un tract 4 pages pour diffusion de masse. Nous devons pousser partout, dans les syndicats, les USTM, les UL, les UD, les régions... aller au débat avec les salariés pour les convaincre du réalisme de nos propositions, et organiser avec eux la mobilisation la plus forte possible. Nos militants s'interrogent déjà sur les suites que nous donnerons à cette journée d'action; elles dépendront du succès de l'initiative. Notre direction fédérale doit dès à présent en débattre, pourquoi pas une manifestation nationale Métallurgie à Paris.

A propos des Assises Nationales de la Formation Syndicale du 20 juin dernier

L'initiative a réuni une bonne centaine de camarades, avec une cinquantaine d'interventions. Les intervenants ont réaffirmé le rôle incontournable de la

formation syndicale dans l'activité militante, notamment la place du nouvel adhérent et son rôle dans le syndicat, et le cursus de formation que nous devons mettre en place pour une formation efficace. De nombreuses interventions ont porté sur la nécessité d'une mutualisation

des moyens. Les participants ont approuvé la proposition d'une campagne revendicative pour de nouveaux droits à la formation syndicale. L'idée de l'utilisation du DIF n'a pas rencontré d'opposition. Notre proposition de décentraliser ces assises en régional et en

départemental, en lien avec les UD, a été unanimement approuvée. Dès la rentrée, nous impulserons des initiatives d'assises décentralisées avec une présence de la direction fédérale à chacune d'entre elles.

Discussion

Maria Alves remercie les camarades qui sont intervenus pour la soutenir de différentes manières et les messages qu'ils ont adressés à son employeur. La situation demeure très difficile, mais ce dernier visiblement embarrassé a transformé son licenciement pour faute grave en licenciement pour raison économique. Maria rapporte par ailleurs avoir fait partie de la délégation CGT qui s'est rendue au Portugal à l'occasion de la grève générale du 27 juin. Les Portugais ont très apprécié le soutien exprimé par la CGT par sa présence dans la manifestation.

Patrick Masson rapporte avoir débuté les AG, mais que c'est compliqué dans certaines boîtes. L'idée est surtout d'écouter les salariés. Dans les débats, ils attendent des arguments et qu'on les motive. C'est par ce bout qu'il faut prendre la campagne retraite. Il est aussi indispensable de persuader sur la notion de coût du capital. Comment s'y met-on aussi pour impulser la campagne autour des 150 000 embauches dans l'aéronautique ? Il faut partir des besoins à l'entreprise, des salariés. Dans le même temps, il y a aussi à faire sur les questions de pénibilité.

Laurent Trombini explique la manière dont se passent les assemblées syndicales dans les différents centres de Thalès. Partout s'expriment des attentes et besoins, mais on est loin de rassembler tous les syndiqués dans les AG. Or il est important d'investir dans la démarche tous les syndiqués. Quand on y va, il faut savoir lier le particulier et le général. Au début cela étonne d'aborder les questions du contexte national ou international, mais le débat se noue naturellement par la suite. Laurent se dit d'accord sur les perspectives de journées d'actions à l'automne. Concernant une journée à l'appel de la fédération, il faut y lier la question du développement de l'emploi industriel avec les autres éléments du triptyque (emploi, salaires, conditions de travail, protection sociale et retraites).

Ahil Abdelkrim revient sur la lutte engagée contre l'accord de compétitivité chez STX Saint-Nazaire qui veut supprimer des congés payés. La direction a publié une plaquette qui est sur le ton de la provocation. Lundi dernier 400 salariés ont débrayé pour 24 h de grève. Par contre, il y a un problème dans la direction du syndicat de la Fonderie de Bretagne qui a signé un accord. Ce problème est probablement lié au manque de transmission dans la continuité et la formation syndicale des nouveaux. Concernant la journée d'action en septembre, il faut qu'elle soit marquante et visible, c'est-à-dire dans une grande ville, Paris ou éventuellement pour la région à Rennes.

Joseph Cupani informe que se prépare le 11 octobre en Rhône-Alpes des rencontres de la filière électrique. Par ailleurs, en matière de discrimination syndicale, une action contre un licenciement sur une faute mineure menée

par 60 camarades de l'USTM 38 a permis d'obtenir une médiation suite à l'interpellation du patron. Nous avons de bons résultats en ce moment dans le département et on a besoin de remobiliser les militants. Il faut faire le lien entre la loi issue de l'ANI et le vécu.

Frédéric Sanchez estime qu'on peut se satisfaire de la décision de réunir les 1000 AG. Il y a un besoin de débattre et un besoin de remettre en avant les valeurs CGT pour combattre le FN. Ce débat a besoin de se prolonger y compris dans le syndicalisme au niveau européen. Le 28 juin, l'AG de la Rhône Alpes a permis de débattre sur le projet d'une convention collective régionale. Il a été extrait le meilleur de sept points de conventions existantes et les 80 militants présents ont discuté uniquement de la convention. Un livret sur la convention régionale pourrait être diffusé au niveau des bases. Par contre une action initialement prévue le 25 octobre sera différée en janvier afin de ne pas brûler les étapes. Il y a des luttes et d'importants succès comme à la tour Eiffel avec deux jours de grève suivis par 80 % du personnel. Maintenant, il s'agit de savoir vite s'il faut une journée le 10, le 11 ou le 12 septembre. Il faut ensuite une feuille de route avec une journée d'action sur l'emploi industriel, les salaires etc. Par ailleurs, il faut décliner les Assises de la formation au niveau des territoires et des départements.

Sylvain Werner ressent l'expression d'un manque de confiance dans les AG parce que les gens sont éblouis par le discours patronal. Le bon moyen, c'est le débat. Il y a des exemples d'entreprise qui ont subi des accords de régression de type ANI. Cela s'est traduit par des réductions d'effectifs et au bout on a fermé. Sur le problème des dates, nos camarades en ont assez d'attendre les autres syndicats. Si la CGT appelle, les autres devront suivre.

Grégory Khiati revient sur l'AG du 28 juin en Rhône Alpes sur la convention collective régionale où tout le monde est ressorti satisfait de cette initiative. Il faut passer du temps sur le terrain plutôt que dans des réunions. La journée d'action doit se faire soit à Paris où dans les grandes villes pour une plus grande visibilité. Chez AB Volvo, il y a actuellement une négociation avec une remise en cause des 35 heures. Ceci est à mettre en lien avec l'over time mis en place chez PSA. Nous revendiquons donc la mise en place des 32 heures. On sait quand ça commence, mais pas quand ça finit.

Jean-Jacques Desvignes revient sur les enseignements de l'évolution de la situation en Egypte. C'est une grande leçon de voir ce qu'un peuple peut faire lorsqu'il s'y met. Concernant l'aéronautique, il faut travailler le besoin de tisser des liens ensemble. Le document qu'on essaie de distribuer montre la convergence avec des objectifs en termes d'embauches. On doit le décliner site par site en

détaillant le nombre et les catégories d'embauches à réaligner. Récemment, à quelques uns des salariés de Cassidian – qui est susceptible d'être vendue- sont allés distribuer chez Sagem. Cette démarche de rencontre avec les salariés des entreprises avec lesquelles nous travaillons a eu un très bon écho. La rencontre avec les salariés de Daher en lutte a aussi été très positive. Concernant la répression syndicale, outre Maria il y a aussi en ce moment le cas d'un syndiqué licencié chez Dassault. Enfin pour septembre, Jean-Jacques se dit favorable à une action fédérale avec le triptyque revendicatif et notamment les salaires et la grille de classification.

Frédéric Roussel attire l'attention sur la tenue du congrès de l'UFICT en décembre à Metz. Il y a retard sur le mandatement et il faut donner un coup de collier. Une nouvelle brochure UFICT sur salaires et qualifications va sortir en septembre qui sera un argumentaire pour le paiement de la qualification et non du poste du salarié. Fin juin s'achève une quinzaine de syndicalisation, mais l'effort peut se prolonger. Concernant IBM, il y a un PSE de 689 postes pour 2013. Dans le même temps sur Lille se crée un centre de services de 700 personnes. Comment expliquer ce tour de passe-passe ? C'est simple : les 689 personnes sont diplômées et souvent pas très jeunes et qui coûtent cher. Or les gens qui seront recrutés dans cette nouvelle filiale dépendront de la filiale d'IBM du Pays-Bas. Leur convention collective ne sera plus celle de la métallurgie et les profils seront bac+2, voire des stagiaires avec des salaires nettement inférieurs. Tout ceci avec des aides à la formation venant de la région et des subventions européennes. Martine Aubry a bien évidemment démenti qu'il y avait trop d'aides mais il faut savoir qu'IBM s'est fait un plaisir durant des mois de mettre en concurrence Lille et Nantes afin de jouer le mieux-disant au niveau des aides. IBM est spécialiste en captation des aides européennes. Ainsi a-t-il ouvert un centre en Pologne avec la perspective de recrutements de personnes aux profils de poste identiques à ceux supprimés en France. La CGT travaille sur ce dossier sur l'aspect économique afin de montrer qu'il n'y a pas de problème de compétitivité puisque bien souvent c'est IBM qui dicte les conditions dans laquelle elle remporte le marché.

Philippe Verbeke informe qu'il doit rencontrer le groupe d'analyse de la métallurgie, association constituée d'anciens ingénieurs et responsables stratégie d'Usinor Sollac, afin d'échanger à partir des réflexions CGT sur la sidérurgie. Ils disent se retrouver dans nos interventions à l'Assemblée nationale sur le rôle de l'Etat et la maîtrise de la sidérurgie, y compris dans les processus de nationalisation. L'intérêt pour nos propositions grandit, y compris dans l'encadrement notamment chez Arcelormittal. Pour preuve, lors d'une visite à Lyon récemment, des ingénieurs et cadres syndiqués mais élus sans étiquette envisagent de s'organiser CGT dès la rentrée. Par ailleurs, une délégation syndicale a été reçue par le cabinet de JM Ayrault hier suite au rapport Sécafi. Les conseillers du ministre se sont retranchés derrière l'idée qu'il s'agissait d'une question non pas française mais européenne et les échanges ont tourné au dialogue de sourds. Concernant la journée d'action, c'est une nécessité et il faut des arrêts de travail. Une commission d'enquête doit rendre ses conclusions mi-juillet et on va développer cela à la rentrée.

Maria Alves signale une négociation dans le Jura sur un avenant à la convention sur la prime de nuit. L'UIMM propose de l'appeler « indemnité de restauration », ce qui implique que n'étant plus élément de salaire, son montant serait exclu du calcul pour la retraite, départ, licenciement etc. La CFDT et CFTC ont signé et c'est passé malgré les 55 % de représentativité de la CGT. On ne nous a même pas transmis une copie de l'accord sous prétexte que nous ne sommes pas signataires. Avec les camarades du juridique, nous allons voir comment dénoncer cela. Sur les retraites, il est sans doute plus efficace de faire une grande manifestation à Paris, et pour ceux qui ne peuvent pas venir des rassemblements dans les départements.



Gérard Montuelle fait état du période agitée chez Safran. Une AG des actionnaires en mai a tenté de remettre en selle les parachutes dorés. Une AG s'est tenue à Snecma Corbeil avec 60 syndiqués réunis sur salaires-emploi-retraites. La situation politique et la montée du FN a suscité beaucoup de débats, de même que l'unité syndicale. Si cette unité est quelque peu rejetée par les militants, il y a cependant une attente de la part des salariés. Au sujet de la conférence sociale, nous avons débattu sur les retraites et de la formation professionnelle. Dans les AG beaucoup de militants sont heureux qu'on porte la critique, mais il y a le retour de bâton politique avec le FN. Dans l'aéronautique, il y a du travail, mais il y a aussi le bluff qui consiste à dire qu'il n'y a pas les compétences, parce que dans le même temps, on ne nous dit pas où sont les emplois. Le malaise au travail s'accroît avec trois suicides dans le groupe depuis le début de l'année. Un tract a été édité sur les risques psychosociaux afin d'interpeller la direction. Une journée sur les salaires est envisagée. Par contre, il est incompréhensible de n'avoir pas encore fixé la date de l'action septembre le 10, le 11 ou le 12.

Philippe Martinez revient sur la situation européenne. Il y a de nombreuses mobilisations dans des contextes différents. Les grecs, les portugais et les espagnols se mobilisent, mais ce n'est pas encore de nature à inverser les choses. On n'a jamais connu de situation aussi particulière. La pression s'accroît sur les militants syndicaux tandis que le Medef affiche la couleur : « vous êtes trop cher, pas assez compétitifs etc ». Le gouvernement se contente de faire le service après-vente du Medef. Mais la situation est compliquée entre les camarades qui



ne veulent pas signer contre la majorité des salariés et ceux qui au contraire décident à quelques-uns de signer un accord de compétitivité quand la majorité des salariés est opposée. C'est, par exemple, le cas aux fonderies de Bretagne. Il n'y a pas de solution unique ou de solution miracle. C'est à nous de trouver une cohérence. Comment faire ? On débat, on discute et on prend une décision. Dans la recherche des solutions, la première est que nous faisons partie de la même organisation. Il faut développer le lien entre les syndicats d'entreprises pour élaborer des alternatives. Nous avons eu récemment une demande de la part d'un syndicat sous-traitant de la Snecma, qui souhaitait rencontrer le syndicat du donneur d'ordres. L'organisation doit travailler à ce type de rapprochements. C'est pour cela qu'il faut travailler une vie syndicale qui multiplie les rencontres avec les militants. Sur les retraites, il faut aussi avancer sur nos alternatives plutôt que de passer le temps à expliquer la réforme des retraites qu'ils nous préparent. Il faut, au contraire, imprimer nos propres exigences. Dans l'aéronautique, la fédération propose de créer 150 000 emplois. C'est un sujet majeur dans la période. Il faut en faire des affiches, des tracts des ouvertures de bureaux d'embauches en chiffrant les lieux où il y a des besoins. On peut impulser une démarche similaire partout dans les autres secteurs comme l'automobile. Sur les salaires, il faut aussi impulser dès la rentrée.

Le gouvernement refuse la hausse du Smic sous prétexte de compétitivité. Laisse-t-on faire ? Il faut dès maintenant préparer les NAO. Nous avons un cap. Mais il faut avoir en tête que l'accumulation de mauvaises nouvelles ne fait pas démarrer la révolution, bien au contraire. Aujourd'hui, c'est au Front national que profite la crise. A-t-

on suffisamment échangé sur le coût du travail ? Beaucoup pensent encore que nous sommes trop chers. Pour ce qui est des luttes, il est certes fatigant de parler d'une journée d'action que la fédération a souhaitée confédérale dès la rentrée. Nous avons des difficultés à fixer une date parce qu'on souhaite l'unité syndicale. Dans les entreprises, les luttes unitaires sont nombreuses. Ceci étant en principe la date doit être arrêtée dès demain, mais la principale question est : que fait-on ensuite ? Il faut avoir l'objectif qu'un maximum de salariés s'engage dans l'action dans leur entreprise. Dans les enseignements de la lutte de 2010 sur les retraites, il y a le fait qu'on n'a pas suffisamment travaillé les alternatives et que les formes d'action sont de plus en plus déléguées. Partant de là, il faut voir ce qui bloque. Ces questions sont à poser aux salariés au travers le débat. Nous proposons dans les options de formes de lutte une manifestation nationale à Paris. D'autres l'ont fait sur d'autres sujets, il n'y a aucune raison que notre organisation ne parvienne pas à mettre deux millions de manifestants à Paris. En tout cas, il est nécessaire d'afficher une détermination dans ce contexte difficile. Dans les AG, nous avons des militants qui respirent et développent des idées. Nous ne sommes pas le nez dans le guidon soumis aux réunions du patron sur le seul aspect de ce qu'on doit leur céder avec un accord de compétitivité. Il faut aussi faire le point sur le recensement de ces accords de compétitivité car il serait dommageable de découvrir chacun à notre tour dans nos entreprises que ceci existe déjà ailleurs.

Pour **Bernard Mattio**, l'action de septembre doit mettre les salariés sur le devant de la scène. Il va falloir bloquer la production, ce qui donnera une signification au mouvement. Le 27 juin s'est tenue une AG à Eurocopter. Le quatre-pages sur l'aéronautique a aidé. Au niveau du territoire, il y a cependant un manque de liens. C'est ainsi que l'USTM 06 n'était pas au courant du congrès d'un syndicat. Or la dimension territoriale doit prendre toute sa place dans le congrès. Dans la région, plusieurs AG sont par ailleurs prévues à la rentrée.

Amar Laadra signale des luttes sur les salaires à différents endroits dans sa région à la Smart, chez Mercedes, chez Clestra. Pour l'heure, la CGT n'a pas signé chez Behr France, mais la situation est difficile quand 66 % des salariés se prononcent pour un accord où le choix est entre la perte de l'emploi et celle des quelques avantages. Il y a aussi la responsabilité collective, car lorsqu'un tel accord est signé il a des répercussions sur les autres entreprises. Dans la période, il faut impulser les rencontres et débats. Les 1000 AG, c'est important et on ne doit pas rester centrés sur les seuls problèmes de l'entreprise. Une dynamique s'est créée sur les AG, il faut la poursuivre avec les AG de rentrée qui débutent dès fin août. Les AG permettent aussi de faire le point sur le renforcement. Les résultats sont d'ailleurs intéressants : 2300 nouvelles adhésions ont été réalisées depuis le début de l'année, soit + 10 % en date-à-date par rapport à l'année dernière. Ce sont là quelques éléments de confiance. Enfin, on abordera concrètement la préparation du congrès au CEF de septembre, notamment sur le document d'orientation et le mandatement. L'exercice 2012, qui n'est pas encore soldé sera la référence pour le mandatement. Il manque encore 4000 FNI pour atteindre les 100 %. Cela correspond à une vingtaine de syndicats

qui ne seront pas représentés au congrès. Il faut donc ne pas lâcher sur le congrès et la participation des syndicats.

Christine Ciol attire l'attention sur la formation syndicale et notamment l'existence d'un stage de direction syndicale à Courcelles du 16 au 20 septembre pour lequel il n'y a que trois inscrits, d'où l'urgence de susciter des inscriptions.

Philippe Lozano relate l'AG de son USTM le 26 juin. Un groupe de travail s'est constitué pour se répartir les entreprises à contacter en vue de l'initiative de septembre. Plusieurs situations de discriminations syndicales sont signalées en Aquitaine et un rassemblement est prévu le 10 juillet. Parmi les syndicalistes discriminés, il y a outre le cas de Maria celui d'un autre membre du CEF, Frédéric Canton. Par ailleurs, tandis que se tenait le salon du Bourget, la CGT Aquitaine a décidé de faire le salon des salariés de l'aéronautique. En Aquitaine, nous avons chiffré les besoins en embauches à 2000 par an sur cinq ans. Le 19 juin, une pétition a été lancée avec un bureau d'embauche à la mairie de Bordeaux conjointement à la FNTE-CGT, sachant que dans la région l'aéronautique est au 2/3 dans le militaire.

Isabelle Hérault souhaite qu'en perspective de la préparation du congrès de l'UFICT, les USTM soient conviées à une réflexion pour le mandatement. Concernant la manifestation, il est regrettable de ne pas encore savoir si c'est le 10, le 11 ou le 12 septembre, mais rien n'empêche pour autant d'avoir une journée d'action fédérale. Il est indispensable d'avoir une continuité. Concernant les assises de la formation décentralisées, l'USTM 92 essaie de monter une journée dans le département. Concernant la répression syndicale, l'USTM 92 a envoyé un recommandé avec AR au patron de Maria. Nous avons aussi tenu une action de soutien à Claudio chez Dassault. Il y a une telle répression qu'il faut faire très attention.

Boris Plazzi intervient sur les négociations en cours et la conférence sur l'emploi. C'est une montagne qui accouche d'une souris. Cette conférence a été pour le gouvernement l'occasion de confirmer leur politique de renoncement et de l'accompagnement des thèses libérales. En région les préfets ont des consignes pour encourager les accords de compétitivité dans les entreprises. Il y a une bataille idéologique à mener. 200 milliards d'euros sont accordés tous les ans aux entreprises sous forme d'exonération sociale et fiscale, les milliards de profits engrangés. Les moyens existent et les AG syndicales participent aussi à la bataille des idées car dans ce type de rencontres, cela nous donne l'occasion d'affûter nos arguments. L'AG qui s'est tenue récemment dans le Doubs reflète un bon état d'esprit. Dans une entreprise d'Etupes, deux jours de grève ont permis d'arracher 50 euros d'augmentation. Dans l'AG s'est exprimée une très forte attente pour une action interprofessionnelle. Ce même souci est présent dans toute la CGT et à la CE confédérale. Il y a une volonté d'articuler retraites - salaires - emplois - protection sociale etc. Sur le processus d'action, la question est déjà en débat dans les AG avec l'idée du besoin d'un agenda revendicatif. Et ceci vient à partir de l'ancrage revendicatif à l'entreprise. Concernant les négociations à l'UIMM. Trois thèmes de négociations sont en cours sur les contrats de génération, la couverture complémentaire

frais de santé et enfin, la situation des salariés handicapés. Sur cette dernière question, la première réunion de négociation a lieu le 12 juillet. En parallèle, une rencontre a eu lieu avec l'UIMM pour leur faire découvrir le savoir-faire des centres JP Timbaud et Suzanne Masson. Cela peut poser positivement sur les négociations qu'on peut avoir sur cette question. Sur la couverture complémentaire frais de santé, une bataille est en train de se mener. La CGT veut la couverture la plus large possible avec une contribution la plus importante possible des entreprises. Il ne s'agit pas de reproduire ce qui avait été fait pour la Prévoyance. Il y a quelques années de cela des accords avaient été réalisés au niveau des territoires, sauf que le taux de participation était relativement faible. A cela s'ajoute une bataille sur les mutuelles. Au nom de la liberté d'entreprendre, le conseil constitutionnel a laissé aux entreprises la liberté de choisir l'assureur avec une volonté du patronat de faire main basse sur ce type de dispositif. C'est de fait une manne financière potentielle énorme pour des assureurs privés à l'image d'Axa. Concernant la négociation sur le contrat de génération, une dernière réunion est prévue le 12 juillet. C'est issu de l'ANI et remplace des accords senior qui avaient été négociés en 2009. Il y a eu 3 ou 4 réunions depuis le début de l'année sur cette question avec un triple objectif ; améliorer l'accès des jeunes dans l'emploi, maintenir les seniors dans l'emploi et assurer la transmission des savoir-faire entre jeunes et moins jeunes. La CGT s'est inscrite dans cette négociation avec l'objectif d'obtenir une plus-value concrète pour la branche. Les négociations ont permis de faire bouger quelques lignes. Globalement, la délégation CGT a pour l'heure un avis plutôt défavorable sur le texte proposé. Celui-ci est très en-deçà d'accords signés dans certaines entreprises. Trois points sont particulièrement en dessous de nos attentes. Le premier concerne l'embauche des jeunes. Il n'y a pas d'acte volontariste pour améliorer l'emploi des jeunes. Un autre point porte sur la transmission des savoirs. Ce n'est pas précis dans l'accord, et parfois cela ressemble à du flicage. Le jeune serait pris en tenaille avec un référent dans l'entreprise désigné par le patron ou les ressources humaines. Concernant la pénibilité au travail, l'UIMM dit attendre la réforme : une stratégie qu'il avait déjà utilisée en 2010 et dont on connaît le résultat. Sur le fond, il n'accorde rien sur la réparation. La délégation CGT y va avec le mandat de faire bouger les lignes, même si la CFDT annonce par avance sa signature. Des documents seront envoyés aux syndicats avec un accord-type. Le livret sur la pénibilité sera aussi réédité. La fédération entend impulser une démarche démocratique. En ce qui concerne le contrat de génération, la position sera arrêtée en septembre.

Miguel Salles relate l'AG d'Aerolia Saint-Nazaire à laquelle il a participé dans le courant de la semaine. En quatre ans, ce syndicat a quasiment doublé son nombre d'adhérents pour atteindre 75 aujourd'hui. Les débats portaient sur les élections sur le site et l'action. FO ne devance plus la CGT que d'une seule voix. A Airbus Nantes, la CGT continue à travailler sur les questions de l'intérim et à exiger des embauches. Une semaine de syndicalisation est prévue la semaine prochaine. Un quatre-pages va être distribué et il a été décidé de solliciter systématiquement tous les salariés pour leur demander d'adhérer. Un travail de parrainage est engagé envers Daher. Il est par ailleurs prévu de distribuer le tract sur l'exigence des

150 000 embauches. Le congrès du syndicat se prépare avec la perspective de mettre des jeunes aux postes de responsabilité du syndicat. La stratégie a déjà montré son efficacité puisque les adhésions ont afflué. A noter aussi que plusieurs négociations sont actuellement en cours chez EADS (égalité hommes-femmes, contrats de génération) on se penche aussi sur la question des mandats syndicaux et de leur impact sur la carrière des intéressés qui sont souvent discriminés.

Stéphane Flégeau fait état des Assises de la filière électronique à Rennes. Un travail commun entre la FTM et les comités régionaux Bretagne et Pays-de-la Loire avec la participation de sept syndicats sous-traitants et deux donneurs d'ordre, deux UD une UL et la FAPT. L'initiative a permis de créer du lien entre les donneurs d'ordres et les sous-traitants, mais aussi entre sous-traitants. Le fait d'aller dans les autres entreprises pour lesquelles on travaille permet d'avoir des échanges qui nous font avancer. Ces échanges sont d'autant plus indispensables qu'on se rend compte que la CGT siège au CESER et que dans l'électronique il n'y a aucun lien avec les syndicats des boîtes. Comment peuvent-ils rendre un avis dans ces conditions ? L'idée est d'aller vers des revendications communes. Les échanges sont toutefois encore parfois difficiles car des salariés de boîtes concurrentes se vivent parfois comme tel. Concernant la syndicalisation, il y a une demande sur le comment faire. Il y a des endroits où la CGT remporte 80 % des suffrages, mais avec seulement 4 ou 5 syndiqués.

Trois décisions ont été prises :

- 1) La création d'un fichier avec les donneurs d'ordres et les contacts CGT ainsi qu'une liste des sous-traitants et leurs liens fonctionnels avec les contacts.
- 2) Un compte rendu de cette réunion sera envoyé à la presse.
- 3) Mise en place d'un collectif sur les filières entre les deux régions afin d'amener un travail sur la filière en territoire.

Lamia Begin rapporte le succès dans le groupe FSD (2300 personnes sur 11 sites). La victoire s'explique par un travail de cohésion syndicale au niveau des délégués et des contacts dans la fédération. Sept sites se sont mis en grève, mais pas forcément les sites auxquels s'attendait la direction. Or, lors des NAO, la direction n'a proposé que 6€ d'augmentation générale. Contre toute attente, c'est le site de Normandie où la CGT n'est présente que depuis trois ans qui a démarré l'action. En 24 h, six sites où la CGT est présente se sont mis en grève. Les délégués CGT de Renault et Peugeot ont été contactés afin de savoir s'il y avait un risque de rupture de chaîne. Les sites les plus à même de mettre la pression étaient ainsi connus. Sur le site de Gérardmer, le directeur de site a demandé qu'on lâche un camion pour éviter la rupture de chaîne chez Peugeot Mulhouse. L'information a été confirmée par la CGT du site et ce faisant, savait qu'il n'y avait pas de bluff. En 30 minutes, il a été négocié 40€ d'augmentation générale. Tout ceci a été réalisé grâce à la cohésion syndicale.

Gérard Montuelle revient sur la négociation en cours avec les complémentaires santé et les contrats de génération issus de l'ANI. Il y a des manques sur ces points, de même qu'est absent un article l'égalité professionnelle dans l'accord de branche. Le parcours de jeunes em-

bauchés est surtout axé sur les stagiaires et alternants mais peu sur les jeunes qui ont des difficultés à trouver un emploi parce qu'ils manquent de qualification. Sur la complémentaire, il y a un gros travail à faire et un flou considérable sur ce qu'elle recouvre. La CGT ne la souhaitait pas puisqu'elle défend l'idée de l'amélioration de la sécurité sociale pour tous.

Vincent Labrousse estime qu'on a besoin de visibilité pour l'action de septembre. Le fait de venir sur la retraite est nécessaire, mais il y a le danger de tourner trop vite la page de la bataille de l'industrie. Par ailleurs, on pourrait imaginer des journées d'action de différents secteurs, qui étalés sur plusieurs jours feraient des semaines d'action. Il faut revenir sur la question de la compétitivité. Des camarades pensent que le travail est un coût. Mais dans le même temps, ces mêmes camarades dénoncent des manques d'investissement, l'absence d'embauches. Il faut donc aider à construire des argumentaires et convaincre que c'est justement ces manques qu'ils dénoncent qui peuvent résoudre les manques de compétitivité. Il faut rendre concret ce qu'on dit pour gagner la crédibilité.

Philippe Martinez propose de matérialiser quelques axes de travail. Sur les accords de compétitivité, un premier état des lieux pourrait être dressé. En face de ce bilan, on peut dire si c'est efficace pour les salariés preuves à l'appui. Chez STX tout le monde va travailler 20 minutes de plus par jour, les Renault vont travailler plus longtemps avec des temps de pause réduits. Est-ce efficace pour l'entreprise ? Il faut des exemples concrets. Tout démontre que c'est mauvais pour les salariés et mauvais pour la boîte. La confédération travaille une campagne sur « le salaire n'est pas un coût ». Il faut donner des exemples de ce que représente la masse salariale dans un produit donné et combien pèsent les dividendes et l'ensemble du poids financier qui constitue le coût du capital. A l'image de ce qui a été réalisé en Aquitaine dans l'aéronautique, on peut aussi décliner territoire par territoire, entreprise par entreprise les questions des besoins en emplois. Il s'agit de faire vivre nos dossiers avec des propositions concrètes au plus près des entreprises. Enfin, sur les luttes, il y aura une journée d'action à la rentrée. Mais ce qu'a expliqué Lamia est ce dont on discute depuis longtemps. On peut s'imposer à partir d'actions coordonnées entre donneurs d'ordres et sous-traitants. Cette stratégie de luttes est efficace, mais nous impose de réfléchir plus concrètement. La confédération organise une assemblée de rentrée le 27 août. La question de la stratégie des luttes sera posée. La manifestation nationale est une idée, mais elle ne peut pas être la seule. Ce débat doit avoir lieu dans les entreprises.

Christine Ciol conclut sur le fait que s'est exprimé le besoin de remobiliser les militants, syndiqués et salariés. C'est l'objet des 1000 AG. Il s'agit de mettre en débat les propositions CGT et convaincre que c'est possible. Il faut faire le lien entre l'actualité nationale et le quotidien dans les entreprises. Cela concerne l'ANI, mais pas seulement. Il y a une volonté de se mobiliser et un potentiel. Il y a besoin de perspectives. Le mouvement de 2010 a laissé des traces. La CGT a péché par manque de visibilité. C'est à l'entreprise qu'on mobilisera les salariés.